



PRÉFET DE LA CÔTE D'OR

*Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne – Franche-Comté*

Unité Départementale de la Côte d'Or

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

N° ~~39~~ DU ~~14 JAN~~ 2020

PORTANT DÉCONSIGNATION DE LA SOMME RÉPONDANT DU
MONTANT DES TRAVAUX À RÉALISER POUR ASSURER LA REMISE EN
ÉTAT DE LA CARRIÈRE SITUÉE À LADOIX-SERRIGNY ET À MAGNY-
LÈS-VILLERS

Société Nouvelle SOGEPierre

Communes de Ladoix-Serrigny et de Magny-lès-Villers

LE PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ
PRÉFET DE LA CÔTE D'OR
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VISAS ET CONSIDÉRANTS

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-8, L. 511-1, L. 516-1 et R. 516-1 à R. 516-5 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et notamment son article 12 ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2002 autorisant la société Carrières de Corton à exploiter une carrière située à Ladoix-Serrigny et à Magny-lès-Villers pendant quinze ans ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2014 transférant l'autorisation d'exploiter la carrière située à Ladoix-Serrigny et à Magny-lès-Villers à la Société Nouvelle SOGEPierre et actualisant le montant des garanties financières de remise en état de la carrière ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2014 prolongeant l'autorisation d'exploiter la carrière située à Ladoix-Serrigny et à Magny-lès-Villers jusqu'au 23 janvier 2019 ;

Vu l'acte de cautionnement solidaire, d'un montant de 46 640 €, établi le 17 juillet 2015 par la société QBE Insurance pour la remise en état de la carrière expiré le 23 janvier 2019 ;

Vu la notification de cessation d'activité de la carrière située à Ladoix-Serrigny et à Magny-lès-Villers effectuée le 12 avril 2019 par la Société Nouvelle SOGEPIERRE ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 160 du 19 mars 2019 mettant la Société Nouvelle SOGEPIERRE en demeure de constituer les garanties financières de remise en état de la carrière située à Ladoix-Serrigny et Magny-lès-Villers ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 546 du 23 juillet 2019 ordonnant la consignation de la somme répondant du montant des travaux à réaliser pour assurer la remise en état de la carrière située à Ladoix-Serrigny et Magny-lès-Villers ;

Vu le titre de perception n°021000 009 050 021 467451 2019 0004131, émis le 6 novembre 2019, demandant le paiement d'une somme de 48 500 € avant la date limite du 15 janvier 2020 ;

Vu l'acte de cautionnement solidaire du 9 janvier 2020 établi par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Champagne-Bourgogne pour un montant de 48 500 € à prise d'effet immédiate et valable jusqu'au 7 janvier 2025 ;

Vu la demande de l'exploitant, en date du 9 janvier 2020, d'interrompre la procédure de consignation financière ;

Vu le rapport du 10 janvier 2020 de l'inspection des installations classées ;

Considérant que la Société Nouvelle SOGEPIERRE a été autorisée à exploiter une carrière située à Ladoix-Serrigny et à Magny-lès-Villers par arrêté préfectoral du 23 juillet 2002 pour une durée de 15 ans ; que l'autorisation d'exploiter a été prolongée jusqu'au 23 janvier 2019 ; que l'autorisation d'exploiter est échue ; que l'acte de cautionnement solidaire du 17 juillet 2015 constitué pour la remise en état de la carrière de Ladoix-Serrigny et de Magny-lès-Villers a expiré le 23 janvier 2019 ;

Considérant que les garanties financières doivent être constituées pour une période minimale de deux ans et doivent être renouvelées au moins trois mois avant leur échéance ; que, lorsque le respect de la période minimale de deux ans amènerait à dépasser la durée de validité de l'autorisation d'exploiter, la période de validité des garanties financières peut être égale à la durée restant à courir de cette autorisation ;

Considérant toutefois que le préfet détermine la date à laquelle l'obligation de garanties financières peut être levée, lorsque le site a été remis en état ou lorsque l'activité a été arrêtée ; que la Société Nouvelle SOGEPIERRE a notifié la cessation d'activité de la carrière ; que l'obligation de garanties financières n'a pas été levée par le préfet ;

Considérant que l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2019 a prescrit la consignation d'un montant de 48 500 € à l'encontre de la Société Nouvelle SOGEPIERRE répondant du montant des travaux à réaliser pour assurer la remise en état de la carrière située à Ladoix-Serrigny et Magny-lès-Villers ;

Considérant que l'acte de cautionnement solidaire du 9 janvier 2020 susvisé permet à la Société Nouvelle SOGEPIERRE de justifier de la reconstitution des garanties financières de remise en état de la carrière située à Ladoix-Serrigny et Magny-lès-Villers dans les conditions fixées par l'article R. 516-2 du code de l'environnement et dans les conditions fixées par les arrêtés ministériels du 9 février 2004 et du 31 juillet 2012 susvisés ;

Considérant que l'acte de cautionnement solidaire permet à l'exploitant de satisfaire aux termes de la mise en demeure de l'arrêté préfectoral du 19 mars 2019 susvisé ;

Considérant que la procédure de consignation engagée par l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2019 devient caduque ; qu'il convient d'abroger l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2019 susvisé et de ne pas mettre en recouvrement le titre de perception du 6 novembre 2019 visé en référence ;

Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture de la Côte d'Or,

ARRÊTÉ

Article 1^{er} : L'arrêté préfectoral du 23 juillet 2019 prescrivant la consignation d'un montant de 48 500 € à l'encontre de la Société Nouvelle SOGEPIERRE, RCS Dijon 522 743 285, dont le siège social est situé à Chamesson (21400), est abrogé.

Article 2 : Les sommes qui auraient, le cas échéant, déjà été consignées en application de cet arrêté peuvent être restituées à la Société Nouvelle SOGEPIERRE en raison de l'exécution des mesures prescrites.

Article 3 : Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Dijon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification à la Société Nouvelle SOGEPIERRE.

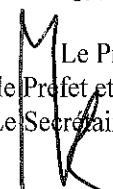
Le Tribunal Administratif peut être saisi, dans le délai mentionné au premier alinéa, d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 : Le secrétaire général de la Préfecture de la Côte d'Or, la directrice des finances publiques de la Côte d'Or et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la Société Nouvelle SOGEPIERRE par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée :

- aux maires de Ladoix-Serrigny et de Magny-lès-Villers,
- au directeur régional des finances publiques de Bourgogne Franche-Comté et du département de la Côte d'Or,
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (unité départementale de la Côte d'Or).

Fait à Dijon, le 14 JAN. 2020

 Le Préfet
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Christophe MAROT